



Décision n° 08 /2023

Objet :Maintenance corrective et évolutive de l'intranet et des espaces collaboratifs de la communauté de communes du Pays de Mormal

AMETYS TERRITORIAL

Le président de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations du conseil communautaire en date des 13 juillet 2020, 24 mars 2021 et 30 juin 2021 et du 15 décembre 2022 par lesquelles celui-ci m'a autorisé à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu l'estimation des besoins établie par les services de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

DECIDE

Article 1 : La communauté de communes du Pays de Mormal, représentée par son Président décide de conclure un contrat de maintenance corrective et évolutive de l'intranet et des espaces collaboratifs de la communauté de communes du Pays de Mormal avec la société AMETYS TERRITORIAL, 40 rue du Village d'entreprises, 31670 LABEGE.

Article 2 : Le coût de la maintenance est de 5 900.00 € HT, soit 7 080.00 € TTC.

Article 3 : Le contrat prend effet à compter du 01/01/2023 et se termine le 31/12/2023.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Communautaire lors de la prochaine séance et affichée en l'hôtel communautaire.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille — 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire — CS 62039 — 59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois suivant sa publication. Elle peut dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur Le Président de la CCPM. Au terme d'un délai de deux mois, à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CCPM vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet de la présente décision.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera transmise à madame la sous-préfète d'Avesnes sur Helpe et au Comptable du trésor.

Envoyé en préfecture le 14/02/2023

Reçu en préfecture le 14/02/2023

Publié le

ID : 059-200043321-20230103-08_2023DEC-AU



Le Quesnoy, le 03/01/2023

Le Président certifie :

La conformité de la présente ampliation,

Le caractère exécutoire de cet acte publié le

Transmis le 14/02/23

Qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois.

GUISLAIN CAMBIER

